

mot. Il n'en a pas été ainsi seulement dans Québec. Dès que j'ai entendu le discours sur le budget et appris avec quelle largeur de vues la grande puissance du Canada était disposée à négocier avec la petite Angleterre "sans esprit mesquin de marchandage", j'ai dit à mes amis libéraux: "vous avez scellé votre sort aux prochaines élections". Car si les électeurs de l'Ontario, de Québec, des Provinces maritimes et de l'Ouest diffèrent sur tel et tel aspect du nationalisme canadien, je le répète aux deux partis, comme je l'ai dit il y a quatre ans à l'occasion de la conférence impériale et l'an dernier au sujet de cet exposé budgétaire, il existe un élément fondamental plus puissant que le programme d'aucun parti, que la popularité d'aucun homme ou d'aucun groupe d'hommes: c'est le sentiment de confiance en soi qui grandit dans le cœur et l'âme de tous les Canadiens, quelle que soit leur religion, leur nationalité ou leur province. Le parti qui reconnaîtra cet élément fondamental et en fera la pensée inspiratrice de sa politique sera le vrai parti national et le vrai parti constructeur.

La croissance du nationalisme canadien dans Québec ou ailleurs ne signifie pas nécessairement la sécession d'avec les autres parties de l'empire ou de l'inimitié envers la Grande-Bretagne. Au contraire, pour revenir à la question fiscale, quand l'honorable député de Dorchester a parlé de la politique nationale énoncée par sir John A. Macdonald en 1877 et approuvée par une grande majorité du peuple canadien en 1878, il aurait pu ajouter que cette action marqua au sceau du plus pur nationalisme la politique fiscale du Canada. A cette époque sir John A. Macdonald décrivit cette politique de protection aux sept provinces qui constituaient alors le Canada comme une mesure d'émancipation tarifaire, non seulement de la domination économique de la grande république voisine, mais aussi de la prétention de certains Anglais que les colonies avaient été établies au bénéfice de l'industrie et du commerce anglais.

Le journal que l'on considère généralement comme l'organe du parti libéral, le *Globe* de Toronto, a publié pendant la dernière campagne électorale, plusieurs articles dans lesquels on ressassait plusieurs arguments anciens et désuets employés autrefois alternativement et quelquefois simultanément par les journaux libéraux et conservateurs contre les nationalistes de Québec. On me faisait le compliment ainsi qu'à un certain nombre des jeunes députés de l'autre côté de la Chambre et même à des membres du Gouvernement, de dire que la nouvelle politique de M. Bennett était en somme inspirée par la politique séparatiste de M. Bourassa et des nationalistes de Qué-

[M. Bourassa.]

bec. La lecture du *Globe* m'intéresse depuis environ quarante ans et si l'on me permet de m'exprimer en termes démocratiques—ce que je ne fais pas souvent, car j'ai le souci de mes bonnes manières—je me suis souvent demandé si ce journal est plus malhonnête que stupide, ou plus stupide que malhonnête, et parfois j'en viens à la conclusion qu'il est stupidement malhonnête. Dix années se sont écoulées depuis la guerre, vingt années depuis que la politique navale des deux partis a été rejetée et abandonnée, cinq ou dix ou quinze années depuis que les principes pour lesquels nous combattons il y a trente ans ont été défendus par sir Robert Borden, par le très honorable Arthur Meighen, aussi bien que par l'ancien chef du Gouvernement—et ces principes ne seront pas reniés par le premier ministre actuel. Nous assistons aujourd'hui au triomphe de ces idées; elles sont devenues l'évangile de la nation canadienne et elles ont été données au monde comme les principes constants auxquels l'empire britannique doit adhérer. Il aurait sûrement dû y avoir quelqu'un sur le personnel de rédaction du *Globe* qui eût pu comprendre que le temps était passé de faire de ce pauvre Bourassa un épouvantail pour la population honnête et intelligente de l'Ontario. Par ce moyen, on n'a pas réussi à recueillir de votes dans la province d'Ontario et on en a fait perdre plusieurs aux candidats libéraux de Québec.

La situation m'a été exposée bien clairement dans une lettre que j'ai reçue avant les élections de l'un de mes amis de Toronto—car j'ai de bons amis à Toronto. Il est un radical du type *Canada First* de Toronto. Il m'écrivit et me dit combien il était heureux d'apprendre que j'avais été élu par acclamation. Il ajoutait que dans sa province il n'y avait plus de place pour les libéraux du genre "le Canada d'abord", parce qu'ils ne pouvaient voter pour le parti conservateur et que les chefs libéraux les empêchaient de rester dans les rangs de leur parti. Il ne voyait aucun avantage, même au strict point de vue des élections, à cette sorte d'opposition à l'idée du "Canada d'abord" et à cette augmentation nouvelle de la préférence britannique, sans rien demander en retour. Il avait raison. L'ouvrier sans travail et le cultivateur désireux d'obtenir des prix plus élevés n'ont pas été frappés favorablement par l'idée qu'il leur faudrait consentir de nouveaux sacrifices afin de venir en aide à l'Angleterre. La population de l'Ontario, des Provinces maritimes et des provinces de l'Ouest,—je parle de la population d'origine britannique,—ne diffère pas sensiblement de la population de l'Australie. J'ai lu l'autre jour le texte—je pense que c'est dans la *Gazette* de Montréal—d'une déclara-